



En raison de la situation politique, la Présidente du CESER a fait une déclaration rappelant le rôle joué par les CESER en matière de démocratie.

Elle a ensuite laissé la parole aux organisations.

La CGT a lu une déclaration au nom de l'intersyndicale régionale CFDT CGT UNSA Solidaires FSU.

La CFDT a lu une déclaration au nom du pacte du pouvoir de vivre. Plusieurs organisations du collège 3 et membres du collège 4 ont rappelé leur attachement à la démocratie, Antoine Charlot (comité 21) a ainsi rappelé la mémoire de Stéphane Hessel et de son essai « indignez-vous ».

Le MEDEF a pour sa part, fidèle à la tradition patronale en la matière, indiqué qu'il ne prenait pas position, et dans une intervention très pro-business, rappelé qu'il demandait la diminution des « charges sociales » (c'est le terme qu'il utilise pour désigner les cotisations sociales). Ce n'est bien sûr qu'un hasard si cette mesure est prônée par le RN !

CE QU'A DIT L'INTERSYNDICALE : INTERVENTION DE CHRYSTÈLE SAVATIER

Cette déclaration est commune aux organisations du collège 2 suivantes : CFDT, CGT, UNSA, Solidaires ainsi qu'à Nelly Hervouet, personnalité qualifiée, militante FSU.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.

La politique menée **tourne le dos au social et qui crée le déclassement :**

- Une désindustrialisation rampante et un abandon de nos services publics,
- le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites,
- l'absence de perspectives de progrès
- la banalisation des thèses racistes

constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

Nous, représentants des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, avons décidé d'agir ensemble sur tous les territoires de la région des Pays de la Loire pour battre l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024. **Ces mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice doivent être décidées.** Nous en appelons à un sursaut démocratique et à la mobilisation de toutes et tous.

La victoire des extrêmes droites aurait les mêmes conséquences dramatiques que celles qu'on a pu voir là où elles ont pu gouverner ou gouvernement. Aux États-Unis de Trump, dans la Russie de Poutine, la Hongrie de Orbán, l'Argentine de Milei, la Pologne du PiS, l'Italie de Meloni, la liberté est piétinée, les droits ont été bafoués, les services publics et les politiques sociales, culturelles, étranglés. Dans tous ces pays, la violence, la haine de l'autre ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous devons tout faire pour éviter que cela ne nous arrive.

Certes, la défaite des extrêmes droites ne suffira pas à garantir la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux inégalités, injustices, et à l'urgence sociale et environnementale. **Mais sa victoire en compromettrait radicalement la perspective.**

Le recul des droits, la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.

Battre l'extrême droite dans les urnes, combattre son projet raciste doit se conjuguer à l'émergence d'un changement social et écologique profond.

Cela passe dans la région par des **mobilités** beaucoup plus accompagnées, des logements plus nombreux, des **services publics** soutenus et développés sur tout le territoire ligérien, un accompagnement pour que la **bifurcation écologique et les transitions numériques se fassent, mais pas au détriment des travailleurs et des citoyens,**

L'intersyndicale sera exigeante pour peser sur la construction d'actions ambitieuses aujourd'hui et demain dans un dialogue social et civil effectif.

Le CESER, assemblée de la société civile organisée, est l'un des lieux où se construit la démocratie sociale, et où nos organisations, comme par ailleurs les diverses associations, peuvent défendre les intérêts des salariés et de l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes, en particulier les plus précaires. Il est un des lieux de construction de propositions alternatives dans

les territoires. C'est parce que c'est un lieu de démocratie qu'il est particulièrement menacé dans son existence en cas de victoire de l'extrême droite. Les déclarations de certains élus régionaux RN laissent peu de doutes sur ce risque.

Ensemble, nous en appelons à la mobilisation citoyenne. Sans attendre, nous allons à la rencontre de tous les travailleurs et les citoyens pour les convaincre de ne pas faire des choix qui leur seraient défavorables.

Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, **elle change les règles pour le garder.** On ne peut pas « essayer » des gens qui sont aussi **dangereux.**
Aucune voix pour l'extrême droite.